Pensionati

L'hiver démographique, clé de la réforme des retraites très politique portée par la Ligue et M5S

L'avancée de l'âge de départ à la retraite est un des plus forts points de convergence dans la majorité populiste, en désaccord sur beaucoup d'autres sujets

Les faits — L'examen parlementaire du projet de budget italien pour 2019, que la Commission européenne a rejeté en l'état, débutera ce mardi ou mercredi. Par ailleurs, selon une source du gouvernement, le ministre italien de l'Economie explore des mesures à prendre pour soutenir les banques en cas de besoin, signe d'inquiétudes de la coalition au pouvoir sur l'impact de l'envolée des rendements de la dette souveraine sur les établissements de crédit du pays.

Dans le monde occidental, l'Italie est l'un des pays qui voit sa population le plus vieillir. Elle a même commencé à reculer. Selon une étude de l'Istat, l'Insee italien, en 2017, les Italiens étaient 60,47 millions, soit environ 100 000 de moins qu'en 2016. En cause : le faible taux de natalité. Toujours en 2017, le pays a vu décroître le nombre de ses naissances de 2 %, une diminution constante depuis 2008 qui ne cesse d'inquiéter les démographes de la Péninsule.

La conséquence, c'est une augmentation de l'âge moyen de la population, au-dessus des 45 ans, avec 22,6 % de la population italienne qui a plus de 65 ans et seulement 13,4 % qui a moins de 15 ans. En somme, le pays est en plein hiver démographique, sans que la politique soit capable de traiter le problème et d'intervenir dans un domaine pourtant crucial pour l'avenir de la société italienne. Selon Alessandro Rosina, démographe à l'université catholique de Milan, l'approche italienne est culturelle et liée à la situation économique du pays : « En Italie, les enfants et les jeunes ne sont pas considérés comme une ressource pour la nation, mais comme un fait privé qui a un coût à la charge des familles. Cette approche explique pourquoi l'on a à la fois une dette publique et une richesse privée très élevées. Cela veut dire qu'on a tendance à dépenser nos ressources communes et à épargner pour protéger nos richesses familiales ». L'impôt sur les successions est ainsi historiquement très faible en Italie, de l'ordre de 4 % au-dessous de 1 million d'euros pour le conjoint et les enfants.

Au niveau politique, cette situation se traduit dans une grande pression de l'électorat le plus âgé. Longtemps acquis à Silvio Berlusconi, il est désormais très proche de la majorité de gouvernement, notamment de la Ligue. Les retraites sont un sujet très sensible pour la classe politique italienne, qui a toujours refusé de réformer en profondeur le système, en préférant laisser le travail aux gouvernements de grandes coalitions choisi pas les présidents de la République dans des situations d'impasse, récurrentes dans pareille démocratie parlementaire. La dernière réforme des retraites, datée 2011, a été approuvée par le gouvernement de Mario Monti, un technicien appelé par le président de la République dans la foulée de la crise de l'exécutif de Silvio Berlusconi, qui avait porté le pays au bord de la faillite. Pour éviter le pire, Mario Monti a été contraint d'intervenir sur les retraites et d'augmenter l'âge de départ à 67 ans. Un choix très impopulaire à l'époque.

Point de convergence. La Ligue et le Mouvement 5 étoiles, conscients que cette situation politique pouvait être exploitée, ont passé des années à promettre l'abolition de la réforme Fornero, du nom de la ministre du Travail qui avait porté le projet de loi approuvé par le Parlement. Une promesse très populaire. Et plus encore un des plus forts points de convergence dans la majorité populiste, en désaccord sur beaucoup d'autres sujets. Tito Boeri, président de l'Istituto nazionale della previdenza sociale, l'établissement public chargé de gérer les prestations sociales, met en garde depuis sa nomination en 2014 sur la nécessité de ne pas avancer l'âge du départ à la

retraite. Mais ses déclarations sont peu écoutées par le nouveau gouvernement. Ce dernier veut même faire exactement l'inverse. Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur, vice-président du Conseil et leader de la Ligue, est allé au-delà de la simple proposition politique, en attaquant personnellement Tito Boeri : « S'il défend la réforme Fornero, il doit démissionner ».

Le projet de loi du budget prévoit un changement des règles appelé « quota 100 ». Il permettrait de partir à la retraite en cumulant 62 ans d'âge et 38 années de cotisations. Le coût de la mesure est évalué à environ 6,7 milliards d'euros pour la seule année 2019. Selon Tito Boeri, elle risque de faire exploser les dépenses publiques dans les années à venir. « La mesure du gouvernement à plein régime représentera une augmentation de 100 milliards d'euros du déficit du système des retraites, qui sera payée par les générations futures. On le verra déjà en 2021, avec une augmentation de 1 point de PIB de la dépense pour les retraites. Cela est un sacrifice imposé aux jeunes », a-t-il expliqué dans une audition à la Chambre des députés.

Le gouvernement prévoit que pour un salarié qui prendra sa retraite, les entreprises embaucheront au moins deux jeunes, voire trois, une manière de compenser la perte de cotisations. Beaucoup d'économistes jugent trop optimiste la prévision de l'exécutif, vu la montée du prix du pétrole, les incertitudes sur le commerce international et ralentissement de l'économie européenne attendue en 2019.

PLUS DE CONTENUS SUR CES SUJETS

L'AUTEUR VOUS RECOMMANDE

La phrase de

Salvini, Orbán… «Nous devons parler à tous les dirigeants européens», estime l'eurodéputé Geoffroy Didier

l'Opinion vidéos

Main dans la main

A Rome, Marine Le Pen vient chercher l'aura de Matteo Salvini

Francesco Maselli

Italie

Comment Matteo Salvini grignote des alliances en Europe

Francesco Maselli

VIDÉO RECOMMANDÉE

Nos vidéos les plus populaires : Démission de Collomb: «C'est un désaveu de la po





Video Smart Player invented by Digiteka